

« La chasse aux sorcières est maintenant aussi ouverte à Rijswijk »



Des manifestants de l'Office européen des brevets passant devant l'ambassade d'Allemagne.
Bas de Vries / NOS

Un article de



Bas de Vries
Rédacteur NOS Net

Cet après-midi à La Haye, on a pu assister à une démonstration inhabituelle où près de 400 employés de l'Office européen des brevets (OEB) se sont donnés rendez-vous à Rijswijk. Alors que, en général, dans le cadre de manifestations, le but est de s'entretenir avec le plus grand nombre possible de journalistes, la plupart des manifestants de ce jour semblent craindre de le faire ou, en tout cas, ne souhaitent pas que leur identité soit révélée.

Un représentant de leur syndicat (Suepo) nous en explicite la raison en s'exprimant juché sur un petit escabeau. « La chasse aux sorcières est maintenant aussi ouverte à Rijswijk » affirme-t-il aux personnes s'étant regroupées sur la petite place en face du Palais de la Paix. « Et ceci est la raison pour laquelle deux de nos collègues ne peuvent pas être présents aujourd'hui »

« Impensable »

Le fin mot de cette histoire reste encore flou car, le simple fait d'informer d'autres personnes que l'on fait l'objet d'une enquête interne constitue à l'OEB un motif de licenciement. Mais il

est clair que le chef de l'OEB, Battistelli, menace de « s'occuper », à Rijswijk aussi, de deux représentants du personnel après avoir, ce mois-ci, déjà licencié [deux autres représentants du personnel](#) et en avoir dégradé un troisième.

« Il est impensable que ce type d'événements puisse avoir lieu dans des pays démocratiques tels que l'Allemagne, la France ou les Pays-Bas » s'insurge le représentant du Suepo. « Mais à l'intérieur des bâtiments de notre organisation, ceci semble donc bel et bien possible. »

Message

Le cortège de manifestants défile de l'ambassade de France jusqu'à l'ambassade d'Allemagne, les deux pays les plus puissants parmi les 38 États membres contrôlant l'Office européen des brevets. Dans les locaux des ambassades, la délégation du Suepo remet une déclaration exprimant l'indignation du syndicat face à la « violation des droits de l'homme » commise par la direction de l'OEB et dans laquelle il est par ailleurs exigé que les sanctions prises contre les représentants des syndicats soient annulées.



« Le personnel se sent victime d'intimidations »

Les membres du personnel ont reçu le soutien du parlementaire français Cordery et de deux députés néerlandais, Gesthuizen (SP) et Kerstens (PvdA) qui, tous trois, sont aujourd'hui dans les rangs des manifestants. « Nous venons transmettre aujourd'hui un message clair au président de l'OEB » nous informe l'expérimenté militant politique Gesthuizen. « Ce message est le suivant : vous n'êtes pas au-dessus des lois ! » « L'immunité juridique ne signifie pas le droit de tout faire en toute impunité ! » ajoute Cordery.

Étude

Parallèlement à la manifestation, le secrétaire d'État Van Dam a adressé une lettre à l'Assemblée nationale des Pays-Bas dans laquelle celui-ci annonce l'organisation d'une [étude](#)

[indépendante](#) sur la situation sur le lieu de travail à l'Office européen des brevets. La direction de l'OEB n'a même pas daigné aujourd'hui montrer « le bout de son nez ».

Un porte-parole de l'Office européen déclare à l'issue de la manifestation que l'on ne saurait en aucun cas parler d'une chasse aux sorcières orchestrée par Battistelli. « Pour le reste, nous ne pouvons pas nous exprimer sur les enquêtes internes réalisées car celles-ci sont confidentielles. Mais je veux dire que, au cours des six mois qui viennent de s'écouler, nous avons suivi, de différentes manières, une politique de la main tendue en direction des syndicats. Mais, jusqu'à ce jour, ceux-ci n'y ont pas donné suite. »